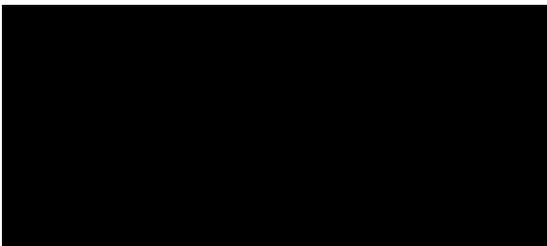




Le 21 mars 2019

PAR COURRIEL



La présente fait suite à votre demande d'accès à l'information reçue par courriel le 19 février 2019 et pour laquelle je vous ai transmis un accusé de réception le 20 février 2019. Votre demande est ainsi libellée :

- « 1- *le nombre de salariés relevant de la vice-présidence Québec pour chacune des années 2014, 2015, 2016, 2017 et 2018 en excluant de ce nombre le premier vice-président Christian Dubé;*
- 2- *la rémunération moyenne des salariés relevant de la vice-présidence Québec pour chacune des années 2014, 2015, 2016, 2017 et 2018 en excluant de ce montant la rémunération du premier vice-président Christian Dubé;*
- 3- *le nombre de transactions réalisées par les équipes de la vice-présidence Québec pour chacune des années 2014, 2015, 2016, 2017 et 2018. »*

En réponse au premier volet de votre demande, vous trouverez ci-après l'évolution du nombre de salariés pour chacune des années requises. Nous vous rappelons que la mise en place d'une gestion intégrée des activités de la Caisse au Québec sous la supervision d'un premier vice-président Québec a été faite en septembre 2014. Au fil des ans, certaines activités qui étaient menées dans d'autres secteurs ont donc été transférées à cette nouvelle première vice-présidence. Ainsi, la variation du nombre d'employés est attribuable en grande partie au transfert des employés qui étaient dans d'autres secteurs à la Caisse pour les regrouper sous cette première vice-présidence. Voici donc, dans ce contexte, le nombre d'employés de la PVP Québec, excluant le PVP Christian Dubé : 2014 : 16 employés; 2015 : 28 employés; 2016 : 39 employés; 2017 : 62 employés; 2018 : 68 employés.

Nous considérons que ceci répond entièrement au premier volet de votre demande d'accès telle que formulée.

[REDACTED]

En ce qui a trait au second volet de votre demande, nous n'avons pas de document qui répond à votre demande telle que formulée. Nous considérons que ceci répond entièrement au deuxième volet de votre demande d'accès telle que formulée.

Par ailleurs, en ce qui a trait à ce second volet, bien que nous n'ayons aucun document, nous sommes d'avis que de toute façon, nous ne pourrions pas vous fournir ces documents ou renseignements compte tenu que ceux-ci pourraient comprendre des informations confidentielles et stratégiques. Ainsi, nous sommes d'avis que ceux-ci seraient couverts par les articles 21, 22 et 27 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*, RLRQ, c. A-2.1 (« Loi sur l'accès ») et que leur divulgation risquerait vraisemblablement d'avoir l'un ou l'autre des effets énoncés à ces articles. Vous êtes d'ailleurs sans doute en mesure d'apprécier que la nature même de ces documents amènerait l'application de ces articles de la Loi sur l'accès. Il en va de même des conséquences qui découleraient vraisemblablement de leur divulgation.

La divulgation de tels documents porterait atteinte au mode de fonctionnement de la Caisse dans le recrutement et la rétention de son personnel et donnerait un avantage indu à ses concurrents sur le marché. En effet, la Caisse évolue dans un milieu extrêmement concurrentiel et principalement privé. La divulgation recherchée aurait vraisemblablement pour conséquence de révéler des positionnements stratégiques en matière de rémunération et pourrait, si les documents étaient divulgués, placer la Caisse dans une position de vulnérabilité dans le marché par rapport à ses concurrents, lui causant ainsi un préjudice important.

De plus, ces documents peuvent comporter des renseignements personnels que nous devons protéger et ne pas divulguer. Les articles 53, 54 et 57 de la Loi sur l'accès trouvent ici application.

Enfin, pour ce qui est du troisième volet de votre demande, voici le nombre de nouvelles transactions réalisées au Québec par la Caisse, incluant celles de la PVP Québec, pour chaque année requise. Ces investissements s'ajoutent aux investissements déjà en portefeuille. Rappelons que la Caisse est partenaire, par le biais de détentions directes et indirectes, de près de 775 entreprises au Québec, dont quelque 685 PME.

<u>Année</u>	<u>Transactions réalisées</u>
2014	76
2015	59
2016	69
2017	74
2018	66

Nous considérons que ceci répond entièrement au troisième volet de votre demande d'accès telle que formulée.

[REDACTED]

En terminant, pour votre information, nous vous joignons copie des articles 21, 22, 27, 53, 54 et 57 et vous faisons part de la teneur de l'article 135 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (RLRQ, c. A-2.1) :

«135. Une personne dont la demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels peut demander à la Commission de réviser cette décision.

Une personne qui a fait une demande en vertu de la présente loi peut demander à la Commission de réviser toute décision du responsable sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un renseignement, sur l'application de l'article 9 ou sur les frais exigibles.

Ces demandes doivent être faites dans les trente jours qui suivent la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé par la présente loi au responsable pour répondre à une demande. La Commission peut toutefois, pour un motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter ce délai. »

Veillez agréer, [REDACTED] mes salutations distinguées.

[REDACTED]  
Ginette Depelteau  
Vice-présidente principale, Conformité et  
Responsable de l'accès à l'information  
et de la protection des renseignements personnels

## **LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS**

**21.** Un organisme public peut refuser de confirmer l'existence ou de donner communication d'un renseignement dont la divulgation aurait pour effet de révéler un emprunt, un projet d'emprunt, une transaction ou un projet de transaction relatifs à des biens, des services ou des travaux, un projet de tarification, un projet d'imposition d'une taxe ou d'une redevance ou de modification d'une taxe ou d'une redevance, lorsque, vraisemblablement, une telle divulgation:

1° procurerait un avantage indu à une personne ou lui causerait un préjudice sérieux; ou

2° porterait sérieusement atteinte aux intérêts économiques de l'organisme public ou de la collectivité à l'égard de laquelle il est compétent.

1982, c. 30, a. 21.

**22.** Un organisme public peut refuser de communiquer un secret industriel qui lui appartient.

Il peut également refuser de communiquer un autre renseignement industriel ou un renseignement financier, commercial, scientifique ou technique lui appartenant et dont la divulgation risquerait vraisemblablement d'entraver une négociation en vue de la conclusion d'un contrat, de causer une perte à l'organisme ou de procurer un avantage appréciable à une autre personne.

Un organisme public constitué à des fins industrielles, commerciales ou de gestion financière peut aussi refuser de communiquer un tel renseignement lorsque sa divulgation risquerait vraisemblablement de nuire de façon substantielle à sa compétitivité ou de révéler un projet d'emprunt, de placement, de gestion de dette ou de gestion de fonds ou une stratégie d'emprunt, de placement, de gestion de dette ou de gestion de fonds.

1982, c. 30, a. 22; 2006, c. 22, a. 11.

**27.** Un organisme public peut refuser de communiquer un renseignement dont la divulgation aurait vraisemblablement pour effet de révéler un mandat ou une stratégie de négociation de convention collective ou de contrat, pendant huit ans à compter du début de la négociation.

Il peut également refuser de communiquer, pendant dix ans à compter de sa date, une étude préparée en vue de l'imposition d'une taxe, d'un tarif ou d'une redevance.

1982, c. 30, a. 27.

**53.** Les renseignements personnels sont confidentiels sauf dans les cas suivants:

1° la personne concernée par ces renseignements consent à leur divulgation; si cette personne est mineure, le consentement peut également être donné par le titulaire de l'autorité parentale;

2° ils portent sur un renseignement obtenu par un organisme public dans l'exercice d'une fonction juridictionnelle; ils demeurent cependant confidentiels si l'organisme les a obtenus alors

qu'il siègeait à huis-clos ou s'ils sont visés par une ordonnance de non-divulgence, de non-publication ou de non-diffusion.

1982, c. 30, a. 53; 1985, c. 30, a. 3; 1989, c. 54, a. 150; 1990, c. 57, a. 11; 2006, c. 22, a. 29.

**54.** Dans un document, sont personnels les renseignements qui concernent une personne physique et permettent de l'identifier.

1982, c. 30, a. 54; 2006, c. 22, a. 110.

**57.** Les renseignements personnels suivants ont un caractère public:

1° le nom, le titre, la fonction, la classification, le traitement, l'adresse et le numéro de téléphone du lieu de travail d'un membre d'un organisme public, de son conseil d'administration ou de son personnel de direction et, dans le cas d'un ministère, d'un sous-ministre, de ses adjoints et de son personnel d'encadrement;

2° le nom, le titre, la fonction, l'adresse et le numéro de téléphone du lieu de travail et la classification, y compris l'échelle de traitement rattachée à cette classification, d'un membre du personnel d'un organisme public;

3° un renseignement concernant une personne en sa qualité de partie à un contrat de services conclu avec un organisme public, ainsi que les conditions de ce contrat;

4° le nom et l'adresse d'une personne qui bénéficie d'un avantage économique conféré par un organisme public en vertu d'un pouvoir discrétionnaire et tout renseignement sur la nature de cet avantage;

5° le nom et l'adresse de l'établissement du titulaire d'un permis délivré par un organisme public et dont la détention est requise en vertu de la loi pour exercer une activité ou une profession ou pour exploiter un commerce.

Toutefois, les renseignements personnels prévus au premier alinéa n'ont pas un caractère public si leur divulgation est de nature à nuire ou à entraver le travail d'un organisme qui, en vertu de la loi, est chargé de prévenir, détecter ou réprimer le crime. De même, les renseignements personnels visés aux paragraphes 3° et 4° du premier alinéa n'ont pas un caractère public dans la mesure où la communication de cette information révélerait un renseignement dont la communication doit ou peut être refusée en vertu de la section II du chapitre II.

En outre, les renseignements personnels prévus au paragraphe 2° ne peuvent avoir pour effet de révéler le traitement d'un membre du personnel d'un organisme public.

1982, c. 30, a. 57; 1985, c. 30, a. 4; 1990, c. 57, a. 12; 1999, c. 40, a. 3; 2006, c. 22, a. 31.